

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 0830

NOTE

17,5

/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

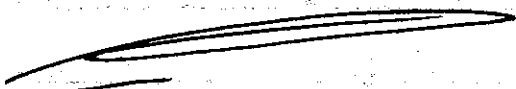
4

COMPOSITION DE

Cas pratique de droit civil
et procédure civile.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



M. et Mme. Keyrel, propriétaires de l'entreprise Keyrel, sont confrontés à deux accidents, à savoir la mort d'un voisin sur un de leurs chantiers, et les méfaits de leur fils en vacances chez ses grands-parents.

I. La mort de M. Domat sur le chantier

Il s'agit de déterminer les différents responsables de ce tragique accident (B), qui cause un dommage au compagnon de la victime (A).

A. des dommages réparables

M. Domat a été mortellement blessé par l'explosion provoquée par un salarié de M. Keyrel.

Pour être réparable et permettre d'engager une action en responsabilité, un dommage doit être certain, direct, personnel et porter atteinte à un intérêt légitime.

En l'espèce, le compagnon de M. Domat se retrouve éploré et sans ressources. La souffrance morale, correspondant au deuil de la personne aimée, est un préjudice moral certain, direct et personnel. Pour ce qui est de la légitimité de l'intérêt lésé, il convient de s'arrêter sur les liens unissant le défunt et son compagnon, victime par ricochet. En effet, alors que pendant longtemps seul

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Le conjoint avait droit à être indemnisé, l'arrêt Dangeaux (Chambre mixte, 27 février 1976) est venu consacrer le fait qu'une concubine peut obtenir réparation du préjudice résultant pour elle de la mort de son concubin, malgré l'absence de lien de droit entre ces deux personnes. Cette jurisprudence a par la suite été étendue à la survivante de partenaires d'un concubinage homosexuel (TGI Belfort, 25 juillet 1995). Le compagnon de M. Donat pourra donc obtenir réparation de son préjudice moral.

En outre, il se retrouve sans ressources.

Il s'agissait là d'un dommage matériel que subissait la victime par ricochet, qui vivait des revenus de son concubin. Le compagnon peut le faire valoir mais il reviendra au juge d'en déterminer l'étendue (non-application du principe de réparation intégrale dans cette situation).

B. Les différents responsables de l'accident

La mort de M. Donat a été causée par l'explosion d'un bâton de dynamite lancé par M. Pothier, salarié de l'entreprise de M. Boyel, bâton de dynamite qu'il avait déposé sur le chantier où il travaillait, à la suite d'une négligence de son contremaître. Il s'agit donc d'examiner si M. Boyel en tant que commettant (1), M. Pothier (2) ou le contremaître sont responsables du dommage,

1. la responsabilité de M. Boyel

D'après l'article 1384 alinéa 5 du Code civil, les commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. Il s'agit là d'une responsabilité objective, de plein droit, qui ne nécessite pas pour être engagée de prouver une faute quelconque du commettant.

Cette responsabilité du fait d'autrui pour être établie répond à plusieurs conditions :

- un dommage doit avoir été causé
- par la faute simple d'un préposé
- il doit donc exister un lien de subordination entre le commettant et le préposé. Ce rapport de subordination se manifeste par l'autorité sur le préposé du commettant, qui doit pouvoir surveiller, diriger et contrôler ce dernier.
- un lien de causalité doit exister entre le dommage et la faute du préposé.

En l'espèce, la mort de M. Demat a été causée par l'explosion du bâton de dynamite, ce qui entraîne un préjudice pour son compagnon. Cette explosion a eu lieu sur le chantier mené par l'entreprise Boyel, du fait de M. Bothier, salarié, qui s'amusait avec l'explosif, explosif qu'il avait déposé dans un local du chantier laissé ouvert par négligence par le contremaître. Le préjudice trouve donc sa source dans deux fautes simples de

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

deux des préposés de M. Soyrel et la responsabilité semble donc pouvoir être engagée à ce titre.

Toutefois, un commettant peut être exonéré de la responsabilité du fait de son préposé en cas d'abus de fonction de ce dernier. L'arrêt de la Cte (AP, 13 mai 1988) définit cette situation lorsque le préposé a agi hors des fonctions auxquelles il est employé, sans autorisation, et à des fins étrangères à la mission. En l'espèce, la négligence du contremaître ne répond pas à ces conditions, puisqu'il relève de ses fonctions et de la mission de fermer le local d'explosifs. Pour ce qui est de M. Rothier, il a bien agi sans autorisation et à des fins étrangères à la mission (s'amuser à faire exploser un bâton de dynamite ne relève pas de son travail). La question se pose de savoir s'il a agi hors ou dans ses fonctions. La jurisprudence se montre sévère envers les commettants puisqu'elle considère que dès que la faute a été commise dans le cadre du travail, en utilisant les moyens à disposition en ce lieu, alors le préposé n'a pas agi hors de ses fonctions (cas du vol : Civ 2, 22 mai 1985 ou des dommages à la personne : Civ 1, 23 juin 1988). En l'espèce, M. Rothier a agi sur son lieu de travail, qui lui a donné l'occasion de son méfait. M. Soyrel le commettant ne peut donc pas être exonéré et devra répondre de tous les préjudices subis par le compagnon du défunt.

2. sa responsabilité de M. Pothier

L'article 1382 alinéa consacre la responsabilité du fait personnel. Celle-ci peut être engagée dès qu'il existe un dommage, une faute (violation d'un devoir général de comportement résultant d'une norme) et un lien de causalité entre les deux.

En l'espèce, la mort de M. Donat a bien été causée par le fait que M. Pothier ait fait exploser un bâton de dynamite.

Toutefois, il convient d'analyser si M. Pothier ne pourrait pas bénéficier de l'immunité du préposé, définie par l'arrêt Cordoba (AP, 25 février 2000). M. Pothier n'engage pas sa responsabilité à l'égard des tiers le préposé qui agit sans excéder les limites de la mission qui lui a été impartie par son commettant. En effet, M. Pothier a commis la faute à l'origine du dommage mais il ne semble pas que dérober et faire exploser un bâton de dynamite relève de la mission (de plus, il n'aurait normalement pas dû avoir accès à cet explosif). En outre, ne bénéficie jamais de cette immunité le préposé qui cause un dommage du fait d'une infraction pénale (intentionnelle ou non, pour laquelle il a été condamné ou pas) ou d'une faute intentionnelle (AP, 14 décembre 2001, Guin et Civ 2, 21 février 2008). En l'espèce, la faute de M. Pothier n'est pas intentionnelle mais il s'agit d'un homicide involontaire (article 221-6 du Code pénal). Il ne peut donc pas profiter de l'immunité et voit sa responsabilité engagée.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

3. La responsabilité du contremaître

La responsabilité du fait personnel peut aussi être engagée pour négligence ou imprudence selon l'article 1383 du Code civil, si celles-ci ont causé un dommage.

En l'espèce, le contremaître a oublié de fermer le local d'explosifs, ce qui a permis à M. Pothier d'en dérober et d'en faire exploser, ce qui a causé la mort de M. Donat. Il n'existe donc pas de lien de causalité direct entre cette négligence et le dommage. En outre, le contremaître bénéficie de l'immunité du préposé puisqu'il relève de sa mission de fermer le cabanon. La responsabilité ne peut donc pas être engagée.

4. d'éventuelle diminution de responsabilité

Comme il a été vu précédemment, M. Boyel et M. Pothier seront tenus solidairement d'indemniser le compagnon de M. Donat. Toutefois celui-ci avait commis la faute d'imprudence de s'aventurer sur le chantier malgré l'interdiction d'accès et l'avertissement du danger indiqués à l'entrée.

La faute de la victime peut entraîner la réduction des réparations des responsables. De plus, elle est opposable à la victime par ricochet. Cependant, en l'espèce, l'accident a mené à la mort de la victime et ne correspond pas à un danger prévu par l'entreprise. De plus, la faute de la victime ne semblait pas imprévisible, car quel qu'un risque toujours d'entrer sur un chantier s'il n'est pas parfaitement ouvert au public. Ses

panneaux à aveuglement ne sont donc pas suffisants et la faute de M. Donat ne peut entraîner l'exonération partielle des responsables.

II. d'incendie provoqué par Pierre

Le fils de M. et Mme Douzel, Pierre, 8 ans, en vacances chez ses grands parents, a provoqué l'incendie de la grange de M. Cambacères, champion de tir à l'arc, dont le bras droit a été grièvement brûlé. Il convient donc de déterminer les dommages réparables subis par ce dernier (A), et les différents responsables qui auront à en répondre (B).

A. Les dommages réparables

Pour être réparable, un dommage doit être certain, direct, personnel et correspondre à un intérêt légitime.

En l'espèce, M. Cambacères subit d'abord un dommage matériel puisque la grange est détruite suite à l'incendie. De plus, il connaît un préjudice corporel, puisqu'il a été grièvement brûlé en tentant d'éteindre l'incendie. Il va en outre perdre son bras droit, ce qui correspond à un préjudice d'agrément, défini comme la privation des avantages d'une vie normale. Enfin, il ne pourra plus pratiquer la passion, le tir à l'arc et ne pourra participer au championnat de France de ce sport pour lequel il était qualifié et considéré comme favori. Cette situation correspond à une perte de chance, qui correspond à la disparition actuelle et certaine d'un événement favorable (ici de gagner le championnat). La réparation d'un tel dommage

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

est laissé à l'appréciation souveraine des juges du fond, qui détermineront selon les chances de succès potentiel de la victime un pourcentage de réparation à appliquer au gain manqué.

B. des différents responsables.

1. la responsabilité de Pierre

Les articles 1382 et 1384 alinéa premier définissent respectivement la responsabilité du fait personnel et celle du fait des choses. Elles-ci pourraient être engagées à l'égard de Pierre, qui a mis le feu à la grange d'un voisin : cela correspond bien à une faute de sa part et il avait en outre la garde des allumettes (usage, direction et contrôle de cette chose, selon les arrêts de chambres réunies, 1941, Franck et Jand'heur de 1940). Il a bien causé de ce fait les dommages subis par M. Cambacérès. De plus, il n'est plus exigé un discernement minimum pour ces responsabilités (Civ 1, 9 mai 1981, Renaire et Derquini, et Gabillet) et on peut considérer qu'à 8 ans, Pierre a atteint l'âge raison. Toutefois, son irresponsabilité invite M. Cambacérès à se tourner vers des responsables plus solvables, à commencer par ses parents.

2. La responsabilité de M. et Mme Boyel

La responsabilité des parents du fait de leur enfant est consacrée par l'article 1384 alinéa 1 du Code civil. Depuis le célèbre arrêt Bertrand (Civ 2, 19 février 1997), il s'agit d'une responsabilité objective, qui ne relève d'aucune faute de surveillance de la part des parents.

Plusieurs conditions doivent être réunies pour l'engager :

- un dommage
- un mineur non-émancipé
- l'autorité parentale des parents sur ce mineur
- la cohabitation, ramenée aujourd'hui à la garde juridique, qui se confond avec l'autorité parentale (et non plus la garde matérielle, du fait de la disparition de l'exigence de faute des parents)
- un fait causal de l'enfant selon les arrêts Fullenwarth (AP, 9 mai 1984) et Levert (Civ 2, 10 mai 2001), même non fautif (AP, 13 décembre 2002) : il suffit que ce fait soit la cause directe du dommage invoqué par la victime.

En l'espèce, les dommages de M. Cambacères ont bien été causés par les agissements de Pierre, sur lequel il exerce l'autorité parentale. En outre, le fait que l'accident ait eu lieu alors que l'enfant était en vacances chez ses grands parents n'a aucune importance, la cohabitation étant reconnue même en cas d'épignement temporaire (Civ 2, 16 novembre 2000). M. et M. Boyel sont donc bien responsables.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

3. de la responsabilité des grands-parents

d'incendie provoqué par Pierre a eu lieu alors qu'il était en vacances chez ses grands-parents. Toutefois, la responsabilité ^{des grands-parents} du fait d'autrui ne peut pas être engagée contre ces derniers, de jurisprudence constante, car il n'exerçait sur l'enfant qu'une garde temporaire, et non pas une décision de justice de jurisprudence Blicq ne peut donc pas leur être appliquée.

Par contre, il peut être prouvé une faute de surveillance de leur part sur le fondement de l'article 1382 du Code civil. Si tel est le cas, ils seront donc également tenus pour responsables des dommages de M. Cambacères.